

COMMUNIQUE DE PRESSE (Bruxelles, 17 mai 2015)

Au nom de la Communauté Burundaise de Belgique, **le comité de solidarité et de suivi réaffirme son engagement en faveur du respect des accords d'Arusha et de la constitution Burundaise.**

Nous demandons à l'ensemble de la communauté internationale de rester solidaire avec le peuple burundais pour exiger le retour à la sérénité et au respect strict des droits humains.

L'Afrique a besoin de n'être qu'un producteur de réfugiés, pour cela, il est indispensable que l'ensemble de la Communauté Européenne, donne l'exemple au reste de la l'ensemble des nations en soutenant clairement une éthique démocratique qui puisse favoriser la stabilité de ce continent.

Au soir du 13 mai 2015, nous apprenions qu'un groupe de militaires avait choisi de recourir à un coup de force pour stopper Mr. Nkurunziza dans sa course pour un troisième mandat.

Ils alléguaient agir ainsi afin de pouvoir, imposer une autre voie de sortie de la crise vers des élections libres et démocratiques.

Il est évident qu'un coup d'état est tout aussi une violation de la constitution.

A l'évidence, cette confusion est une des conséquences :

- Du non-respect de la constitution par celui-là même qui avait pour mission principale de la faire respecter. Pourtant, l'ensemble des acteurs nationaux et internationaux avaient alerté sur les risques catastrophiques qu'entraînerait le non-respect de la constitution.
- Du désarroi ressenti par la population burundaise, par la société civile défenseur des droits de l'homme, par l'ensemble des institutions et par les acteurs politiques dont une grande partie des cadres du CNDD-FDD qui sont réduit au silence pour le simple motif d'avoir osé dire non à trahison des accords d'Arusha et à la violation de la constitution du pays.

Aujourd'hui, cet épisode appartient au passé.

Pour ce qui nous concerne, nous attendons du pouvoir judiciaire que tout au long de ses devoirs d'enquête, le respect de la dignité humaine reste de mise et que les droits à la défense soient respectés.

Par ailleurs, nous apprenons que des attaques auraient pris pour cible l'hôpital Bumerec.

Si de telles allégations s'avéraient être exactes, nous exprimons notre réprobation la plus totale car rien ne peut expliquer de telles agissements.

Le comité de solidarité et de suivi de la crise burundaise a noté que lors de son message à la nation, le président Nkurunziza a exprimé sa disponibilité à l'ouverture d'un dialogue politique.

Cette ouverture nous semble être une opportunité d'inviter tous les acteurs politiques burundais ainsi que la communauté internationale à :

- Prendre les contacts nécessaires avec le président Nkurunziza pour qu'il précise les modalités de sa proposition.
- Affiner la faisabilité de cette table ronde pour que sans tarder le Burundi puisse renouer avec la sérénité et l'espoir de voir s'éloigner le spectre de la mort qui plane sur le Burundi et la sous-région.

Cette table de concertation politique nous semble être de nature à :

- Rassurer l'ensemble de la population et à stopper le mouvement des départs massifs vers les pays voisins (déjà plus de 100.000 personnes selon le HCR).
- Proposer d'autres pistes de solution plutôt que de continuer à vouloir imposer des élections dont la crédibilité et la faisabilité sont pour le moins contestables et contestés.

A cet effet :

- Nous sommes disposés à apporter toutes nos contributions positives en faveur d'un retour au calme et au respect le plus strict des droits de l'homme.
- Nous réaffirmons notre engagement en vue d'un retour rapide à l'ordre constitutionnel et au respect strict des accords d'Arusha.
- Nous continuons d'exiger la réouverture de l'ensemble des médias (Radio, TV, Journaux) qui viennent de faire objet de saccage.

Enfin, le comité de solidarité et de suivi de la crise burundaise :

- Félicite tous les burundais de n'être pas tombés dans le piège de ceux qui veulent remettre le feu sur la corde ethnique et vous encourage à rester unis tous quartiers, toutes ethnies, toutes tendances politiques.
- Réitère son message de réconfort et de sympathie aux nombreux blessés hospitalisés, et à ceux qui sont réfugiés dans les pays voisins, nous disons courage.

Pour le Comité de Solidarité et de suivi de la Crise Politique et Humanitaire au Burundi.

Fait à Bruxelles, le 17 mai 2015

La Coordination